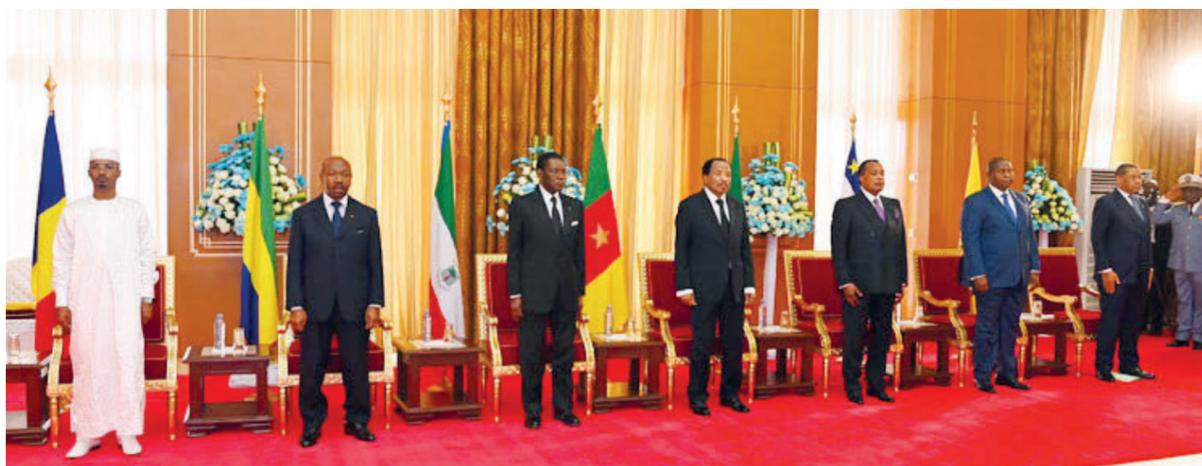




### RÉFORMES ET INTÉGRATION RÉGIONALE

# La Cémac se hâte méthodiquement



Les chefs d'Etat de la Cémac lors du sommet de Yaoundé

Sur les questions relatives à la consolidation de l'intégration régionale, la réforme du franc CFA, les crypto-monnaies, la mise en œuvre de la deuxième génération du Préf-Cémac et des liens avec les partenaires extérieurs, les chefs d'Etat des six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), réunis le 17 mars à Yaoundé, au Cameroun, ont exprimé leur volonté de conduire toutes ces opérations de façon méthodique et concertée.

Le communiqué final rendu public à l'issue des travaux exhorte les dirigeants de la sous-région à mettre un accent particulier sur les secteurs de l'éducation, de la formation, de la santé et de la protection sociale, tandis qu'en prévision de la réalisation des projets intégrateurs dans la période allant de 2023 à 2027, la Cémac compte mobiliser quelque 1700 milliards FCFA.

Page 16

### HYDROCARBURES

## Lukoil va se lancer dans l'exploitation du gaz naturel liquéfié



La délégation des responsables pétroliers russes/Adiac novski, a sollicité du ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, l'accompagnement des autorités congolaises pour la concrétisation des projets dans lesquels Lukoil entend investir.

Le géant pétrolier russe, Lukoil SA, va participer au projet du gaz naturel liquéfié sur le bloc Marine VII.

A la tête d'une délégation, le vice-président de cette compagnie pour l'Amérique, l'Afrique et le Moyen-Orient, Ivan Roma-

Page 3

### SOMMET DES TROIS BASSINS FORESTIERS

## Le Brésil prendra part aux assises de Brazzaville

Brazzaville va accueillir, en juin prochain, le sommet des trois grands bassins forestiers de la planète au cours duquel sera lancée la décennie mondiale de l'afforestation, une initiative du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

Pays membre du bassin de l'Amazonie, le Brésil a confirmé sa participation à ce rendez-vous. Son président, Luiz Inácio Lula da Silva, l'a dit à la ministre congolaise de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan Nonault, en séjour à Brasilia.

Page 5



Arlette Soudan Nonault et le président Luiz Inácio Lula da Silva DR

### CHINE-RUSSIE

## Xi Jinping en visite d'Etat à Moscou

Le président de la République populaire de Chine effectue une visite d'Etat du 20 au 22 mars en Russie où il aura des entretiens

avec son homologue Vladimir Poutine. Ce voyage qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations d'amitié et de coo-

pération entre les deux pays intervient juste après la réélection du chef de l'Etat chinois à la tête de son pays.

Il va offrir l'occasion aux deux dirigeants d'évoquer les questions bilatérales, régionales et internationales. La Russie et la Chine sont liées par un partenariat stratégique global.



Page 8

### ÉDITORIAL

## Sur un figuier...

Page 2

## ÉDITORIAL

## Sur un figuier...

...Une figue regarde les autres figues puis mûrit, dit l'adage. Ce n'est en réalité pas de ce fruit adulé pour ses vertus qu'il est question ici, mais d'une enseigne qui lui ressemble un tout petit peu en raison de son appellation si proche, à savoir le Figa. Entendu le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement dont la gestion défraie la chronique des réseaux sociaux numériques depuis quelques semaines.

Que s'est-il réellement passé autour de cette institution créée pour soutenir les projets économiques portés par les jeunes entrepreneurs ? Y a-t-il eu une mauvaise utilisation des crédits mis à sa disposition comme le prétendent les documents versés sur internet par ceux pour qui ce sont des preuves « irréfutables » des détournements présumés ou s'agit-il, au contraire, d'une campagne insidieuse menée dans le but de distraire l'opinion ?

Il est vrai néanmoins que les changements intervenus au niveau de la direction du Figa ont attiré l'attention de plus d'un observateur sur le fait qu'un malaise secoue cet établissement public. Il est question maintenant de savoir si les mesures conservatoires prises par la tutelle permettront de mettre en lumière la nature du litige en cours pour enfin tirer au clair cette situation.

Pour l'heure des vidéos, des audio et une littérature assez abondante inondent le Web, témoignant cette soif de vérité qui s'empare du public et en particulier des jeunes que l'on voit au-devant de la scène dénonciatrice. Ils expliquent que le Figa représente un espoir pour le financement de leurs initiatives entrepreneuriales. Comme le Congolais lambda, ils attendent d'en savoir un peu plus pour en avoir le cœur net. Et se demandent si cette attente sera longue ou pas.

Les Dépêches de Brazzaville

## GOUVERNANCE

## Les partis politiques invités à œuvrer davantage pour le bien-être collectif

La session de dialogue de haut niveau entre le Parti communiste chinois (PCC) et les partis politiques du monde entier s'est tenue, il y a quelques jours, sur le thème « La voie de la modernisation : la responsabilité des partis politiques ». A cette occasion, Xi Jinping a invité les participants à travailler sans cesse pour assurer à la population le bien-être nécessaire.

Dans son discours liminaire intitulé « Travailler ensemble à la modernisation », Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du PCC et président de la République populaire de Chine, a invité avant tout les partis politiques à matérialiser cette volonté par le goût de l'effort et du travail bien fait avec des résultats palpables. En effet, pour lui, face à une série de questions relatives à la modernisation, les partis politiques, en tant que forces importantes dans la conduite et la promotion du processus de modernisation, ont la responsabilité d'apporter des réponses.

Et d'autant plus que ce chemin vers la modernisation peut être parsemé d'embûches, le président chinois a mis en avant le fait qu'aujourd'hui les partis politiques doivent adhérer au concept de suprématie

du peuple et mettre en avant l'orientation populaire de la modernisation. Aussi, ils doivent défendre le principe d'indépendance et d'autonomie et explorer la diversité des voies de modernisation, tout en développant un sens de l'intégrité et de l'innovation pour maintenir la continuité du processus de modernisation.

Dans le même contexte, il leur a invité à promouvoir le développement par la paix et l'équité. « Nous préconisons un esprit de solidarité et une pensée gagnant-gagnant pour relever les défis complexes et entremêlés en matière de sécurité et créer un modèle de sécurité fondé sur la justice et l'intégrité ainsi que la construction et le partage communs. Susciter la division et la confrontation sous la bannière de la démocratie

est en soi une violation de l'esprit de la démocratie », a-t-il souligné.

Par ailleurs, Xi Jinping a indiqué que le PCC reste disposé à renforcer les échanges et la coopération avec les partis politiques de divers pays et à travailler main dans la main pour préserver la justice et l'intégrité mondiales. « Le PCC est disposé à élargir continuellement les points de convergence conceptuelle et d'intérêts, à contribuer à la construction d'un nouveau type de relations internationales, et à contribuer à l'approfondissement et à l'élargissement des partenariats mondiaux en consolidant et en améliorant les partenariats mondiaux entre les partis politiques. Le PCC est prêt à continuer à travailler avec les partis politiques et les organisations politiques du monde entier pour échanger des expériences en matière de gouvernance du parti et de l'État, marcher main dans la main sur la voie de la modernisation », a-t-il déclaré.

Notons que cette session de dialogue initiée par le PCC a connu la participation des dirigeants de plus de cinq cents partis et organisations politiques de plus de cent cinquante pays dont le Congo, le Togo, l'Afrique du Sud, la Russie, le Venezuela, etc.

Merveille Jessica Atipo

« Nous préconisons un esprit de solidarité et une pensée gagnant-gagnant pour relever les défis complexes et entremêlés en matière de sécurité et créer un modèle de sécurité fondé sur la justice et l'intégrité ainsi que la construction et le partage communs. Susciter la division et la confrontation sous la bannière de la démocratie est en soi une violation de l'esprit de la démocratie »

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossel

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlu Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispian Stevy Obal, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## HYDROCARBURES

# La compagnie Lukoil va se lancer dans le gaz

Le géant pétrolier russe Lukoil va participer au projet du gaz naturel liquéfié (GNL) sur le bloc Marine VII opéré par Eni Congo, dont le lancement est prévu cette année. La compagnie Lukoil entend également investir dans le champ pétrolier.

Une forte délégation du pétrolier privé russe conduite par son vice-président pour l'Amérique, l'Afrique et le Moyen-Orient, Ivan Romanovski, a été reçue par le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua. La société Lukoil échange avec les autorités nationales de la possibilité de prendre part à de nouveaux projets pétroliers et gaziers en République du Congo en tant qu'opérateur.

Le vice-président de Lukoil, Ivan Romanovski, a jugé les négociations avec le Congo « très fructueuses » et a sollicité l'accompagnement des autorités pour la concrétisation des projets annoncés. « C'est surtout le projet de gaz qui est très important et qui mobilise notre intervention au Congo. Lors de cette rencontre, nous avons évoqué plusieurs possibilités. Nous comptons sur le soutien du ministre de tutelle pour le succès de ces discussions », a-t-il déclaré.

Lukoil intervient au Congo dans le cadre d'un partenariat avec la compagnie italienne Eni (65% des parts). En 2019, elle a acheté 25% des parts



La délégation des responsables pétroliers russes/Adiac

du projet Marine VII pour la somme de 800 millions de dollars. La Société nationale des pétroles du Congo détient de son côté 10% des parts du même projet. « Nous sommes en train de travailler pour la

définition de ce partenariat Eni-Lukoil », a alors ajouté Ivan Romanovski.

Le Congo dispose d'importantes réserves prouvées de gaz naturel, environ 100 Mds de m<sup>3</sup>, ce qui le place au 5e

rang des réserves gazières en Afrique subsaharienne. Le gouvernement souhaite ainsi diversifier son partenariat pour pouvoir booster le secteur énergétique national, principalement la production

du GNL.

L'État congolais est engagé à soutenir la participation de Lukoil dans le projet Marine VII. « La coopération avec la République du Congo est excellente dans divers domaines économiques et industriels. Nous sommes heureux de voir cette coopération se développer dans le domaine pétrolier. Nous voulons aller un peu plus loin par rapport aux domaines d'intervention actuels. S'il y a de projet pétrolier qui intéresse la compagnie Lukoil, nous sommes prêts à l'accompagner », a assuré Bruno Jean Richard Itoua.

Le projet Marine XII couvre une superficie de 571 kilomètres carrés, avec cinq champs découverts dans le gisement. Eni et Lukoil projettent de fournir trois millions de tonnes de GNL par an. Les compagnies vont également développer une chaîne d'approvisionnement agricole afin de produire des matières premières pour le bioraffinage et favoriser la gestion durable des forêts...

**Fiacre Kombo**

**« La coopération avec la République du Congo est excellente dans divers domaines économiques et industriels. Nous sommes heureux de voir cette coopération se développer dans le domaine pétrolier.**

**Nous voulons aller un peu plus loin par rapport aux domaines d'intervention actuels. S'il y a de projet pétrolier qui intéresse la compagnie Lukoil, nous sommes prêts à l'accompagner »**

## LE FAIT DU JOUR

## Frontières

Quelles soient terrestres, aériennes, maritimes, fluviales ou même aléatoires, les frontières font partie des normes intégrantes du principe de souveraineté sur lesquelles les États se dépensent tant pour en assurer l'inviolabilité. Contre ceux qui tentent de les franchir de manière tout à fait civile, le cas des migrants, par exemple, les mesures de rétorsion sont parfois aussi robustes que quand elles sont violées par une action ennemie.

La semaine dernière a donné la preuve supplémentaire de l'extrême sensibilité de cette question des frontières comme l'atteste l'incident survenu au-dessus de la mer noire entre un drone américain, le Reaper MQ-9, et un chasseur russe, le Sukhoi-27. Avec ces appellations fort techniques, on plonge dans la haute technologie militaro-stratégique dont la maîtrise appartient aux initiés mais l'intérêt du sujet va au-delà de la seule logique de confrontation qui se déroule sous nos yeux.

L'incident du drone a, en effet, relevé d'un cran la tension déjà vive entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, deux superpuissances en état de belligérance plus ou moins ouverte depuis le déclenchement par Moscou de son « opération militaire spéciale » en Ukraine, le 24 février 2022. Conscients tous les deux des limites qu'il serait dangereux de franchir dans cette lutte d'influence sans répit, la Maison-Blanche et le Kremlin se sont parlé par le biais de leurs plus hauts gradés au lendemain de l'accrochage.

Le 15 mars, le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, et son homologue russe, Sergueï Choïgu, ont échangé sur le grave incident. Pour se répéter mutuellement que de tels développements sont de nature à mettre le feu aux poudres et ne devraient plus se reproduire malgré la volatilité de la situation en Ukraine. Tiendront-ils parole ? Le conflit à l'Est du Vieux continent se poursuivant, la volonté des

belligérants de puiser jusque dans leurs dernières réserves morales pour gagner la guerre aidant, le monde n'est pas à l'abri d'autres incidents de ce type.

Il est vrai que l'épisode dont on parle n'est pas totalement réglé. Et le désir des services russes de repêcher l'épave du drone abîmé en mer laisse penser que les soupçons d'espionnage dont ils accusent leurs collègues américains restent d'actualité. Devenu une arme à tout faire dans les conflits hybrides du monde d'aujourd'hui, le drone est un outil chargé de lourds secrets à tel point que même plongé au fond des océans, l'on a besoin que sa carcasse parle. D'autant plus que les deux « Grands » ont un autre contentieux lié au sabotage, en septembre dernier par « on ne sait qui », des gazoducs Nord-Stream 1 et 2 en lien avec le bruit des canons en Ukraine.

Une fois de plus, et c'est ce qui paraît raisonnable dans la lecture

du champ de bataille ukrainien, Russes et Américains détiennent peut-être la clé de la fin du conflit. D'un côté comme de l'autre, ils sont les seuls dont l'influence sur le déroulement des hostilités demeure la plus crédible. Après une année d'un conflit aussi destructeur, on ne peut pas dire que les parties impliquées n'ont pas envie qu'il s'arrête et que l'on pense au retour à une vie plus ou moins normale dans laquelle chacun, en pansant ses plaies, envisagerait l'avenir autrement.

Même si officiellement l'aveu de l'épuisement réciproque ne vient de nulle part, officieusement que ce soit Moscou, Kiev ou ses alliés occidentaux, ce conflit n'a que trop duré. Il est temps d'encourager les initiatives de paix pour qu'un nouvel incident plus dangereux ne vienne à le faire se déplacer de ses frontières actuelles.

**Gankama N'Siah**

## PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

## Des innovations au Marché de l'artisanat

« Le Marché de l'artisanat de Brazzaville, qui est à sa deuxième édition, n'est pas seulement un lieu de consommation, d'achat ou vente mais aussi d'information, de formation et de formalisation », a fait constater la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat.

Jacqueline Lydia Mikolo y a effectué une visite le 16 mars qui lui a permis de passer en revue l'ensemble des stands exposant des produits de la vannerie, de la couture, de la sculpture, de la coiffure, de la mécanique et bien d'autres secteurs. Des produits nés de la créativité des artisans venus du Congo, pays hôte, ainsi que de l'Inde, du Bénin, du Ghana, du Sénégal, du Burkina Faso...

En dehors des artisans qui exposent leurs œuvres, il y a dans ce marché des administrations qui y ont pris quartier, parmi lesquelles le Centre congolais du commerce extérieur, une banque de la place. L'objectif est de permettre



La ministre et la diplomate ivoirienne visitant les stands

aux artisans de se formaliser, de disposer des cartes professionnelles, d'ouvrir leurs comptes bancaires pendant qu'ils y sont. Des innovations saluées par l'ambassadrice de la Côte d'Ivoire au Congo, Koné Maman Touré, qui a accompagné la ministre Jacqueline Lydia Mikolo lors de la visite.

Ainsi, par la formalisation, le secteur des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, qui constitue l'un des six piliers du Plan national de développement 2022-2026, va contribuer davantage à la diversification de l'économie, la création de l'emploi et de la richesse.

*Rominique Makaya  
et Merveille Boumba (stagiaire)*

**Permettre aux artisans de se formaliser, de disposer des cartes professionnelles, d'ouvrir leurs comptes bancaires**

**VISITEZ LE MUSÉE GALERIE  
DU BASSIN DU CONGO**

**Musée  
du Bassin du Congo**

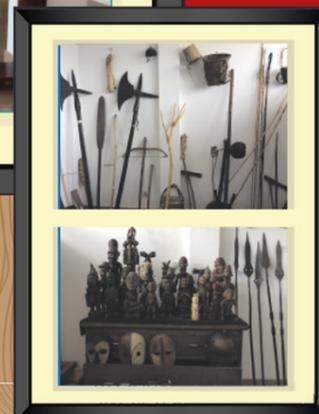
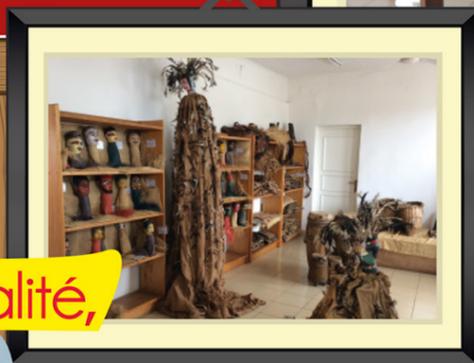
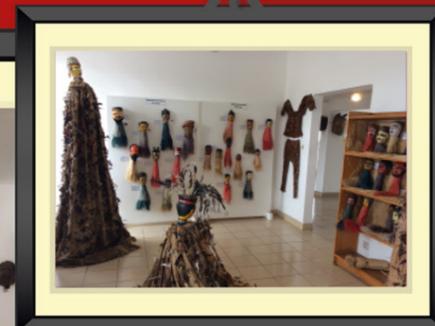
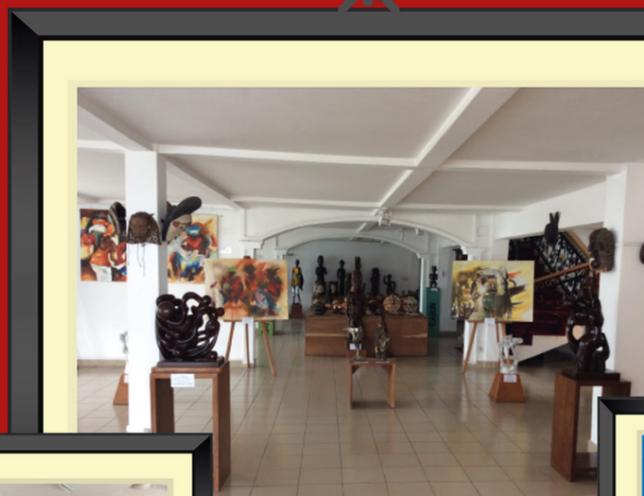
de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

**SCULPTURES**      **PEINTURES**

**CÉRAMIQUES**      **MUSIQUE**

**galerie CONGO**  
ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

## Le Brésil va participer au sommet des trois bassins à Brazzaville

Au cours d'une audience qu'il a accordée à la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan Nonault, le 16 mars à Brasilia, le président de la République fédérative du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, a annoncé la participation de son pays au sommet des trois bassins et de la décennie mondiale de l'afforestation qui aura lieu à Brazzaville, en juin prochain.

Durant les échanges, Arlette Soudan Nonault a transmis les salutations du président Denis Sassou N'Guesso à son homologue Luiz Inácio Lula da Silva. Les deux personnalités ont évoqué le rôle majeur que jouent les trois grands bassins forestiers de la planète (le Bassin du Congo, l'Amazonie et celui du Bornéo Mékong) dans la protection de l'environnement.

Le grand rendez-vous de Brazzaville des grands bassins qui représentent 80% des forêts tropicales du monde et deux tiers de la biodiversité terrestre sera organisé sous l'égide des Nations unies et de l'Union africaine.

Rappelons qu'à la COP27, le président Denis Sassou N'Guesso, en sa qualité de président de la Commission climat du Bassin du Congo, lançait un appel à l'instauration d'une décennie mondiale de l'afforestation. Une solution congolaise proposée à l'ensemble du monde pour la lutte contre le changement climatique. Le chef de l'Etat a réitéré cet appel au corps diplomatique accrédité au Congo, le 5 janvier dernier, lors de l'échange de voeux de Nouvel An.

Rude Ngoma

## CONSOMMATION

## Une loi sur la protection du consommateur s'impose

Le secrétaire exécutif de l'Observatoire congolais des droits des consommateurs, Mermans Babounga, a invité le gouvernement à accélérer le processus d'adoption de la loi sur la protection du consommateur. C'était à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits des consommateurs, le 15 mars, sur le thème « L'autonomisation des consommateurs grâce à des transitions énergétiques propres ».

L'Observatoire congolais des droits des consommateurs a profité de l'occasion pour présenter son rapport de 2022 sur l'état de protection des droits des consommateurs congolais. Les recommandations ont aussi été formulées.

Selon ce rapport, la protection du consommateur au Congo est diluée à l'intérieur de plusieurs textes sectoriels. Or, la spécificité de ce domaine exige une législation spéciale. « Un projet de loi a été initié par le gouvernement en 2012, malheureusement, depuis plus de dix ans, ce projet n'a jamais fait l'objet d'un examen en Conseil des ministres », a déploré le secrétaire exécutif de l'Observatoire dont le document souligne la violation par les pouvoirs publics des droits des consommateurs congolais concernant l'accès aux services de base tels que le droit à une alimentation, à l'eau et l'électricité, aux communications électroniques, aux services financiers, aux transports, à un environnement sain ainsi qu'aux services de santé.

A propos de la santé, le rapport

souligne que malgré les efforts consentis par le gouvernement dans la construction des infrastructures sanitaires, les défis liés à l'accès aux services de soins de qualité demeurent, en raison du non fonctionnement régulier des services d'appui au diagnostic des pathologies : laboratoire, service de radiologie et d'échographie, etc.

S'agissant du droit d'accès à l'eau et à l'électricité, l'Observatoire a noté des irrégularités dans la fourniture de ces produits auprès de certains abonnés. Cette situation a occasionné une augmentation de plus de 200% de la facture d'eau pour les ménages vivant notamment dans les deux grandes villes du pays.

A cela s'ajoute la non prise en compte des mesures de sauvegarde environnementale dans les travaux de réparation et d'extension du réseau entrepris par les deux opérateurs. Les pénalités de retard de paiement adossées à chaque quittance relèvent d'une parafiscalité entretenue par la société Energie électrique du Congo. L'Observatoire exhorte l'opérateur concerné à les supprimer simple-

ment.

A propos de la flambée des prix des denrées alimentaires, le texte rappelle que la lutte contre la vie chère exige une approche holistique qui passe par la consultation et le dialogue avec les parties prenantes dont les associations des consommateurs. « Nous regrettons que ces associations n'aient pas été associées lors du processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan de résilience », a indiqué Mermans Babounga.

Signalons qu'outre la recommandation à propos de l'adoption d'une loi sur la protection du consommateur, il est également demandé aux gouvernants d'appliquer l'arrêté sur le déblocage des prix et sur les circuits de distribution, de veiller à la transparence du marché et des prix, d'annuler toutes les menues taxes collectées dans les points de rupture de charge, de sensibiliser et d'éduquer le consommateur sur l'utilisation optimale des biens et services ...

Lopelle Mboussa Gassia

## NIARI, BOUENZA, LÉKOUMOU

## Les opérateurs économiques s'approprient les textes législatifs en vigueur

La chambre de commerce interdépartementale Niari, Bouenza et Lékoumou et le guichet unique des opérations transfrontalières ont organisé, le 16 mars à Dolisie, une journée portes ouvertes dans l'optique de vulgariser les textes législatifs et réglementaires aux opérateurs économiques.

Une dizaine de structures étatiques et de nombreux opérateurs économiques ont participé à la rencontre. Le préfet du Niari, Frédéric Baron Bouzock, faisant de l'opérationnalisation de la chambre consulaire interdépartementale son cheval de bataille, n'a pas manqué de louer ses performances. « Constatant que cette chambre était une machine inerte dès l'entame de mes fonctions préfectorales en 2020, j'ai donné l'ordre afin de relever son niveau. Aujourd'hui, elle joue pleinement son rôle », a-t-il assuré. Tenant compte de la représentation effective des structures étatiques, le préfet a exhorté les participants à l'appropriation utile et à la capitalisation des interventions de chaque responsable des structures étatiques. Il a souhaité la multiplication de ce genre d'initiative afin que les départements gagnent la bataille de la diversification de l'économie. Le vice-président de la



chambre de commerce interdépartementale, Jean Bosco Yondot, a pour sa part justifié l'organisation de cette journée par des tendances conflictuelles entre l'administration étatique et les usagers, le manque de vulgarisation des textes. La tenue de cette journée aura eu, pour lui, le mérite d'humaniser les administrations et les opérateurs économiques. Il a conclu que cette démarche d'engagement s'inscrit bel et bien dans les prescriptions visionnaires et stratégiques contenues dans le projet de gouvernement « Allons ensemble et plus loin ». Cette vulgarisation de la Journée portes ouvertes a été supervisée par le préfet du Niari, avec à ses côtés le vice-président de la chambre de commerce interdépartementale et le représentant du directeur général du guichet unique des opérations transfrontalières, Ngoma Mvoumbi Gervis Ulrich.

Photo de famille/DR

Max Ferhyne Poudi

## FORCES ARMÉES CONGOLAISES

## Trois objectifs prioritaires à atteindre en 2023

Les Forces armées congolaises (FAC) se sont fixé trois objectifs prioritaires à atteindre l'année en cours. La décision a été prise à l'occasion de la conférence annuelle de planification des activités des FAC qui s'est déroulée du 14 au 16 mars, à Brazzaville.

Parmi les priorités des FAC à atteindre nécessairement, il y a la gestion des ressources humaines. Le commandement entend également leur garantir la maîtrise des procédures budgétaires et la planification de leurs activités.

Les FAC auront aussi à consolider le métier de chef. De ces trois domaines prioritaires doivent découler l'esprit d'anticipation : dans la mise à jour des documents, la rédaction à temps des travaux demandés et attendus ; l'expression des besoins et l'élaboration des projets des budgets. Le chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy Blanchard Okoi, a invité les chefs organiques et les commandants des zones militaires de défense à s'approprier les orientations du président de la République, les directives du ministre de la Défense nationale et ses instructions, sans oublier la loi portant orientation et programmation de la modernisation de la force publique qui reste pour eux, jusqu'à preuve du contraire, une « ligne de vie » qui présente la vision stratégique de-



vant guider l'action de la force publique. « Ce sont donc là des éléments nécessaires à la cohérence devant conduire à l'élaboration

Le chef d'état-major général des FAC/Adiac des budgets et à la mise en place d'un système de planification à N+1 », a-t-il conclu.

Guillaume Ondze

## Trente-deux officiers obtiennent le diplôme supérieur d'administration militaire

Les stagiaires dont quatre policiers, sept gendarmes, deux officiers des Forces armées de la Côte d'Ivoire et dix-neuf autres issus des composantes du ministère de la Défense nationale ont reçu leurs diplômes, le 17 mars, à l'Académie militaire Marien-Ngouabi, après six mois de formation.

L'objectif principal poursuivi par la formation était de faire acquérir aux apprenants des outils nécessaires à l'exercice des fonctions administratives et financières du corps de troupe. Cette formation a duré six mois et a été subdivisée en deux grandes parties. La première, dite militaire, a porté sur les connaissances interarmes de niveau application. La seconde, dite « Corps de métier », a été consacrée pour l'essentiel à l'administration du corps de troupe, à la gestion des ressources humaines et à la connaissance de l'organisation de la défense nationale.

D'après les résultats rendus publics par le directeur du cours, le commissaire colonel Ebia, la moyenne générale du stage est de 12,83/20. Le premier a obtenu 17,28/20 et le dernier 8,39/20. Pour y arriver, outre les enseignements théoriques et pratiques en salle, les stagiaires ont été placés en immersion dans les différents corps de troupe de Brazzaville pendant deux semaines et ont bénéficié d'une semaine de conférence sur les thèmes riches et variés tels que les marchés publics et la fiscalité.

Clôturant la formation, le directeur général de l'administration et des finances du ministère de la Défense nationale, le commissaire général de 2e classe, Eugène Alain Yves Aignan Mpara, a rappelé qu'elle s'inscrivait dans le cadre de l'optimisation des capacités des personnels. « Officiers d'administration, vous l'êtes devenus. Vous venez ainsi de faire un grand pas, mais il reste encore beaucoup d'autres à faire et sachez aussi que nul ne peut s'élever sans la volonté de se surpasser. Vous retiendrez de prime abord que l'administration est l'épine dorsale de toute culture dans lequel vous allez faire vos premières armes ; il vous appartiendra dès lors de donner le meilleur de vous-mêmes et même mieux vous dépasser », a-t-il conclu au nom du ministre de la Défense.

G.O.

## LUTTE CONTRE LA FIÈVRE JAUNE

## Les agents des FAC invitées à se faire vacciner

La campagne de vaccination gratuite contre la fièvre jaune au profit des membres des Forces armées congolaises (FAC) a été officiellement lancée le 17 mars, à Brazzaville, devant un échantillon des militaires qui ont reçu les instructions de prendre le vaccin pour se protéger contre cette maladie.

Le coup d'envoi de la campagne de vaccination a été donné par le commandant de la zone de défense n°9, le général Pierre Gaétan Ickey, en présence du directeur central du service de santé du ministère de la Défense, le médecin colonel Alexis Mourou Moyoka, ainsi que du directeur départemental de la Santé de Brazzaville, le médecin-colonel Jean Claude Mobousse.

Durant la cérémonie, les militaires ont été invités à se faire vacciner pour contrer la fièvre jaune qui constitue un danger. La hiérarchie militaire a prêché par l'exemple afin de faire comprendre aux officiers, sous-officiers et hommes de rang l'importance de la vaccination contre la fièvre jaune. L'opération qui cible les militaires ainsi que leurs



Le général Pierre Gaétan Ickey se faisant vacciner/Adiac

familles s'est déroulée dans les différentes casernes et centres de santé du 17 au 19 mars.

Juste avant de prendre sa dose unique de ce vaccin,

le général Pierre Gaétan Ickey a rappelé aux militaires la nécessité de se faire vacciner pour leur permettre de poursuivre leur mission avec beau-

coup de succès tout en préservant la santé de leurs proches.

Pour sa part, le directeur central de service de santé a expliqué, de ma-

nière détaillée, l'origine, le rôle et l'apport du vaccin contre la fièvre jaune dans le corps humain. Alexis Mourou Moyoka a profité de l'occasion pour démentir l'idée selon laquelle le vaccin constitue un danger. « La fièvre jaune n'a pas de traitement, le seul moyen de l'éviter c'est la vaccination. Ce vaccin est très efficace et nous protège pour toute la vie contre cette maladie. Il ne présente aucun danger comme on vous le dit souvent, je vous incite à vous faire vacciner puisqu'il n'y aura pas de risque sur votre santé », a-t-il conseillé.

Il a signalé que cette opération s'inscrit dans le cadre du suivi de la campagne générale de vaccination qui s'est déroulée en août dernier.

Rude Ngoma

## ASSISTANCE HUMANITAIRE

## Une aide d'urgence pour plus de six mille personnes au Congo

Les États-Unis d'Amérique viennent d'apporter une nouvelle assistance humanitaire d'urgence pour aider plus de 6000 personnes et communautés touchées par les inondations en République du Congo.

D'un montant d'environ 300 millions de francs CFA (480 000 dollars) déjà engagés, l'aide d'urgence mise en œuvre par Caritas Congo appuiera les efforts de secours et d'aide aux personnes gravement touchées dans la localité de Makotipoko, dans le département des Plateaux, sur une période de trois mois.

L'assistance permettra d'effectuer des transferts d'argent pour

couvrir les dépenses d'urgence des ménages, y compris les besoins alimentaires des familles qui ont tout perdu, ainsi que la fourniture d'eau et de matériel d'assainissement pour prévenir les épidémies.

La plupart des bénéficiaires ont vu les inondations détruire tous leurs biens et toutes leurs maisons, et ont été déplacés vers d'autres communautés en consé-

quence.

L'aide des États-Unis d'Amérique, par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) et motivée par l'assistance d'urgence régionale du Catholic relief services, vient en soutien aux efforts humanitaires du ministère des Affaires sociales de la République du Congo, suite à une nouvelle année d'inondations saisonnières qui ont gravement affecté des communautés déjà vulnérables.

Les États-Unis sont le principal donateur d'aide humanitaire du Congo. En sus de cette assistance humanitaire d'urgence, pour l'année fiscale 2023, par le biais de l'Usaid, ils ont déjà fait un don de près de 1,7 milliard de FCFA (2,8 millions de dollars) pour une assistance alimentaire aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ainsi qu'au traitement de la malnutrition aiguë dans plusieurs départements.

Guy-Gervais Kitina

**L'assistance permettra d'effectuer des transferts d'argent pour couvrir les dépenses d'urgence des ménages, y compris les besoins alimentaires des familles qui ont tout perdu, ainsi que la fourniture d'eau et de matériel d'assainissement pour prévenir les épidémies.**

## OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU

## Abuja réintègre le processus après dix ans d'absence

Le Nigeria s'était retiré des opérations de maintien de la paix des Nations unies en 2013 pour lutter contre les organisations terroristes dans le pays.

Le commandant par intérim de la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei (Unisfa), Benjamin Sawyerr, a confirmé le retour des soldats nigériens dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies. Il a expliqué que les troupes nigérianes viendront compléter le contingent des huit pays contribuant à l'Unisfa. Les troupes poursuivront leurs activités dans le respect des valeurs fondamentales des Nations unies, à savoir l'intégrité, l'impartialité, le professionnalisme, le respect de la parité et de la diversité, a-t-il souligné.

Depuis les années 1960, le Nigeria a été un contributeur majeur de militaires et de policiers aux opérations de paix des Nations unies qui ont servi dans des dizaines de missions. Pour sa première mission, il avait d'abord fourni des Casques bleus à l'Opération des Nations unies au Congo, de 1960 à 1964. Il s'agissait d'aider le gouvernement congolais à maintenir l'ordre et à fournir une formation et une assistance technique.

De 2003 à 2018, les troupes nigérianes ont été l'épine dorsale militaire de la Mission des Nations unies au Liberia, contribuant à rétablir la sécurité dans un pays qui a connu une guerre civile brutale. Le Nigeria aura été parmi les derniers pays à partir du Liberia. En janvier 2018, les Libériens et la communauté internationale ont assisté au premier transfert démocratique du pouvoir dans le pays depuis des décennies, en grande partie grâce au Nigeria et à d'autres pays contributeurs de militaires et de policiers.

Quelque 320 policiers et soldats nigériens auront participé à l'opération de maintien de la paix des Nations unies au Mali pour soutenir le gouvernement dans la stabilisation du pays après que les rebelles islamistes et Touaregs ont pris le contrôle du Nord. Au total, le Nigeria a participé à huit opérations de maintien de la paix au monde.

N.Nd.

## QUÉBEC

## Le ministère de l'Enseignement fait du français une priorité du gouvernement

« Le français, c'est une priorité du gouvernement », a assuré la ministre québécoise de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry. Un rapport commandé par le ministère indique qu'il est « urgent d'agir » pour améliorer la maîtrise du français au collégial. Un étudiant sur quatre échoue à son premier cours de français au cégep.

« Malgré tous les efforts mis dans l'enseignement de la langue, force est de constater qu'au terme de la scolarité obligatoire, bon nombre de jeunes présentent des lacunes sur le plan des compétences de base, à tel point que ce manque affecte leur réussite en enseignement supérieur », peut-on lire. Ainsi, « 54 % des jeunes annoncent au moment de leur admission au collégial qu'ils auront un moyen ou un grand besoin d'aide en français en vue de réussir leurs études ».

Des pistes de réflexion et d'intervention proposées dans ce rapport ont été accueillies favorablement par Pascale Déry, qui a reconnu des lacunes en français, ce qui ne serait pas nouveau, selon elle, rappelant avoir an-

**Erreur fréquente: corrigée!**

**Quantité indéterminée:**  
J'ai des livres.

**Quantité déterminée:**  
J'ai beaucoup de livres.

Débutant

icipé. Sur les trente-cinq recommandations du rapport, la première appelle à enseigner le fonctionnement de la langue au collégial. En ce moment, l'apprentissage s'arrête

en cinquième secondaire. Une mesure qui ne permet pas d'assurer un « continuum », pourtant « nécessaire ».

Or, cette continuité fait partie des priorités du ministre

de l'Éducation. Le rapport suggère également « que soit décrite et analysée la situation des échecs répétés à l'épreuve uniforme de français » et « qu'un comité [...] se penche sur un ensemble de questions relatives à l'épreuve [...], incluant sa pertinence ». Faut-il s'attendre à une réforme de cet examen dont le taux de réussite tourne autour des 83 % ? « Toutes les avenues sont ouvertes », rétorque Pascale Déry, avec nuance : « Ceci dit, la grande majorité des étudiants passe l'épreuve uniforme de français, donc il faut vraiment être capable de cibler ceux qui ont des lacunes ».

La ministre poursuit la consultation des parties prenantes et invite à se concentrer sur trois axes : les activités de perfectionnement en français

pour le personnel enseignant, les activités de renforcement en français pour cibler les étudiants qui ont des lacunes et s'assurer de l'uniformité de ces dispositifs à travers les cégeps, et « voir si on peut inclure davantage d'éléments relatifs à la maîtrise du français dans les plans stratégiques et les plans de réussite institutionnels ».

Le rapport rappelle également l'importance de renouveler l'engagement et l'enthousiasme des citoyens du Québec et de commencer la langue française dès le primaire pour assurer une meilleure maîtrise, et d'en faire « véritablement une richesse présente au cœur de la vie sociale », en vue d'enrayer son déclin. Pascale Déry a invité à un « effort collectif », une priorité du gouvernement.

Noël Ndong

## COOPÉRATION

# Xi Jinping en visite d'État en Russie

Le chef de l'État chinois, Xi Jinping, effectuera du 20 au 22 mars une visite d'Etat en Russie, à l'invitation de son homologue, Vladimir Poutine.

« Les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine auront un premier tête-à-tête avant des négociations plus formelles. Ils signeront une déclaration commune pour approfondir leur relation stratégique entrant dans une nouvelle ère », a déclaré le conseiller diplomatique du Kremlin, Iouri Ouchakov, qui a également salué la « retenue de Xi sur le conflit en Ukraine ».

Pour le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, « cette visite sera un voyage d'amitié qui permettra d'approfondir davantage la confiance et la compréhension mutuelles entre la Chine et la Russie et de consolider le fondement politique et le soutien public de l'amitié entre les deux peuples pour les générations à venir ».

Selon lui, la visite d'Etat du président chinois en Russie sera un voyage visant à promouvoir une coopération mutuellement bénéfique dans divers domaines, à approfondir la synergie entre l'ini-

tiative « la Ceinture et la route » et l'Union économique eurasiatique, et à aider les deux pays à atteindre leurs objectifs respectifs de développement et de renouveau.

La visite sera également un voyage pour favoriser la paix, a expliqué Wang Wenbin, notant que « la Chine et la Russie, sur la base du non-alignement, de la non-confrontation et de la non-prise pour cible d'une tierce partie, pratiqueront un véritable multilatéralisme, promouvoiront un monde multipolaire et une plus grande démocratie dans les relations internationales, amélioreront la gouvernance mondiale et contribueront au développement et au progrès dans le monde ».

« La Chine continuera à maintenir sa position objective et juste sur la crise ukrainienne et à jouer un rôle constructif pour favoriser des pourparlers de paix », a précisé le porte-parole.



Ces dernières années, a-t-il poursuivi, « le président Xi a maintenu des contacts étroits avec le président Poutine. Sous leur direction et leur orientation, le partenariat stratégique global de coordination Chine-Russie pour la nouvelle ère a connu un développement durable, solide et stable ».

Les présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping Wang Wenbin a conclu que « les deux pays ont trouvé une voie de relations de grandes puissances caractérisée par la confiance stratégique et le bon voisinage, donnant ainsi un bon exemple pour un nouveau paradigme des relations internationales ».

Alors que Washington soupçonne

la Chine d'envisager des livraisons d'armes à la Russie, ce que Pékin et Moscou démentent, les deux dirigeants parleront aussi de coopération « militaro-technique », selon le Kremlin.

Vassili Kachine, expert en géopolitique à la Haute école d'économie de Moscou, a expliqué que « c'est bien l'agenda économique qui sera le plus important pour la Russie, qui doit réorienter son économie vers la Chine face aux sanctions économiques occidentales en lien avec l'Ukraine ».

Il a dit à l'Agence France presse que « la Chine, de son côté, se revendique comme une force politique majeure sur la scène internationale et veut compter le plus grand nombre de soutiens possible ».

Selon le Kremlin, les chefs d'Etat russe et chinois signeront, lors de cette visite, « plus de dix documents », dont l'un portera sur la coopération économique entre les deux pays jusqu'en 2030.

Yvette Reine Nzaba

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## CAMEROUN

## Le FMI préconise une croissance inclusive et résiliente

Le Fonds monétaire international (FMI) a suggéré au Cameroun de promouvoir une croissance inclusive et résiliente à travers une économie diversifiée orientée vers les exportations non pétrolières.

Dans une communication publiée vendredi à l'issue de sa visite dans le pays, le directeur général adjoint du FMI, Kenji Okamura, a plaidé pour une économie diversifiée qui contribuerait à rendre la croissance à long

terme plus résiliente, protégée des chocs sur les matières premières. «Les réformes structurelles, telles que l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de l'inclusion financière, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, peuvent libérer le potentiel de croissance du Cameroun, en particulier pour que le secteur privé en soit le principal moteur», a indiqué le responsable.

Constatant que les autorités locales ont poursuivi la mise en œuvre de

leur programme de maintien de la stabilité et de promotion de la croissance, Kenji Okamura souhaitait la mise en œuvre des réformes afin de stimuler les recettes budgétaires et les exportations. Lesdites réformes pourraient être l'élargissement de l'assiette fiscale au secteur informel et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, en se concentrant sur les dépenses productives telles que les projets d'infrastructure clés et en s'appuyant sur des prêts à plus long terme et plus concessionnels.

## ROYAUME-UNI

## La police métropolitaine accusée de racisme, de sexisme et d'homophobie

La police métropolitaine du Royaume-Uni devrait être vivement critiquée après avoir été qualifiée de raciste, sexiste et homophobe dans un rapport, a rapporté vendredi la BBC.

Selon le reportage de la BBC citant une source gouvernementale, les conclusions du projet de rapport de Louise Casey, qui doit être publié

mardi, sont «très graves» et feraient l'objet d'une «mauvaise évaluation». Louise Casey a été nommée pour revoir la culture et les normes de la police après la mort de Sarah Everard, tuée par Wayne Couzens, un policier en service, a indiqué la BBC.

La police métropolitaine fait déjà face à une enquête indépendante distincte sur la façon dont Wayne Couzens et David Carrick, un violeur

en série, ont pu devenir policiers et n'ont pas été identifiés comme pouvant constituer des menaces pour les femmes. Selon l'examen provisoire de Louise Casey, publié en octobre dernier, des centaines d'officiers de la police métropolitaine ont été accusés de fautes telles que l'inconduite sexuelle, la misogynie, le racisme et l'homophobie sans être sanctionnés.

## EGYPTE

## L'effondrement d'un immeuble fait cinq morts et deux blessés dans le Sud du pays

Au moins cinq personnes ont été tuées et deux autres blessées vendredi lors de l'effondrement d'un bâtiment dans la province de Minya, dans le Sud de l'Égypte.

Le bâtiment de trois étages, dans un petit village, appartenait à une famille, et deux enfants ont été tués dans l'accident, a rapporté la chaîne de télévision publique Nile TV.

Les forces de protection civile et les ambulances se sont précipitées sur les lieux et les blessés ont été transférés dans un hôpital gouvernemental proche. Le ministère public a ordonné l'ouverture d'une enquête immédiate sur l'accident, mais n'a fourni aucun détail sur les causes de l'effondrement.

## TUNISIE

## Des étudiants lancent un satellite cubique avec l'assistance des spécialistes chinois

Des étudiants tunisiens ont réussi, le 17 mars, à lancer dans l'espace un satellite cubique via un ballon attaché à une ficelle, dans le cadre d'une expérience préliminaire supervisée par des spécialistes, dont plusieurs chinois, au siège de la Cité des sciences de Tunis.

Equipé d'une caméra, de capteurs à distance, d'un tracker, de capteurs gyroscopiques, d'un accéléromètre et d'un magnétomètre, le satellite cubique lancé vendredi a pu s'élever à environ 300 mètres au-dessus de la surface de la Terre, et il a ensuite enregistré et envoyé des images et de données liées à l'altitude, à la température, à l'humidité et à la pression dans l'atmosphère, a déclaré Sara Snoussi, cheffe du département «Univers» à la Cité des sciences de Tunis, citée par l'agence de presse officielle tunisienne TAP.

Sara Snoussi a fait savoir que vingt étudiants de divers établissements d'enseignement supérieur privés et publics en ingénierie avaient installé quatre satellites cubiques dans le cadre d'un stage de formation encadré par plusieurs experts chinois qui leur ont assisté durant la période allant de décembre 2022 à février 2023. Selon elle, le ministère tunisien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait obtenu un don chinois d'équipements permettant l'installation de dix satellites cubiques. Le don a été désormais mis à la disposition des étudiants, qui ont pu en installer quatre lors de la formation précitée. Cette session de formation était supervisée par la Cité des sciences, en coopération avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science, l'Association chinoise pour la science et la technologie, le Centre scientifique chinois pour l'enfance et la jeunesse, ainsi que le Bureau des affaires spatiales des Nations unies.

Xinhua

## NÉCROLOGIE



Le secrétaire général de la présidence de la République a le regret d'informer l'ensemble du personnel du décès de Roger Ondzé, directeur du Courrier, le 17 mars 2023 à Paris en France.

La veillée mortuaire se tient au n° 194, rue Dépôt à Mpila-Brazzaville.

Le secrétaire général présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.

## AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepêchesdebrazzaville.fr

## DÉPOSSESSION DES PROPRIÉTÉS PRIVÉES À NSELÉ

## L'Asadho préoccupée par le silence du chef de l'Etat

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) a tenu, le 17 mars, à Kinshasa une conférence de presse au cours de laquelle elle a exprimé sa préoccupation face au silence du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant les dérapages de certains éléments de la Garde républicaine (GR) qui participent à la dépossession des propriétés privées. Le président de cette association, Me Jean-Claude Katende, s'est entouré de deux victimes pour dénoncer ces faits.

Motivant son action, Me Jean-Claude Katende a noté l'obligation, en tant que citoyen, de pouvoir résister aux injustices. « Nous ne pouvons pas imaginer que tous les discours sur l'Etat de droit tombent aujourd'hui à l'eau. Chasser les propriétaires sans une décision de justice est totalement inacceptable », a-t-il souligné, appelant au respect de la loi.

Dans sa dénonciation, l'Asadho a relevé que le ministère de l'Urbanisme et Habitat avait, par l'arrêté ministériel n°021/Cab/Minetat/Min-UH/2020 du 12 novembre 2020, désaffecté et mis à la disposition d'Asha Rachidi la portion de terre située au village Kindobo, dans la commune de la Nselé. Par un autre arrêté à la même date portant le n°022/Cab/Minetat/Min-UH/2020, ce ministère approuvait le plan particulier d'aménagement du site Kindobo. Par treize arrêtés, il créait plusieurs parcelles à usage mixte avec des numéros du plan cadastral et, fort de tous ces documents officiels, Asha Rachidi a vendu ces parcelles à 303 acquéreurs congolais et étrangers qui ont commencé



la mise en valeur.

A en croire l'Asadho, c'est près de deux années et contre toute attente que ces acquéreurs ont été surpris, le 4 novembre 2022, par le déploiement des éléments de la GR dans leurs parcelles, empêchant tout accès. « Sous la protection de ces éléments de la GR, des personnes inconnues des acquéreurs ont détruit les constructions, pillé et emporté les matériaux de construction et d'autres biens », a-t-elle dénoncé.

**Le crime parfait**

L'Asadho fait, par ailleurs,

savoir que face à la réclamation des acquéreurs qui se trouvent dépossédés de leurs parcelles, le ministre des Affaires foncières aurait pris, le 15 décembre 2022, un autre arrêté portant le numéro 0170/Cab/Min/Affl.Fonc./2022 pour déclarer ce site d'intérêt public et ordonner l'expropriation des acquéreurs de leurs biens, sans respecter la procédure et sans leur verser des indemnités. Elle a souligné qu'à ce jour, plusieurs autres arrêtés auraient été pris pour attribuer le même site aux Indo-Pakistanaï.

Condamnant l'utilisation des

La salle lors de la conférence de presse Adiac méthodes rétrogrades qui accentuent les injustices et consacrent l'impunité dans cette affaire qui ternit l'image du régime dont la devise est « le peuple d'abord », l'Asadho constate que l'insécurité juridique, en ce qui concerne l'acquisition de propriété foncière dans le pays, devient de plus en plus grande tant en ce qui concerne les terrains résidentiels que ruraux. Les dénonciations de cette association ont été confirmées par les représentants des acquéreurs victimes qui indiquent avoir appris que c'était la maison civile du chef de l'Etat qui est à

la base de cette situation.

Sollicitant la correction de cette injustice, l'Asadho attend du garant de la nation de s'assurer que les éléments de la Garde présidentielle respectent les lois du pays, la propriété privée et qu'ils ne soient pas détournés de leur mission. Elle l'exhorte également à faire évacuer et sanctionner les éléments de sa garde qui occupent illégalement les terrains appartenant à autrui sur le site Kindobo.

Le ministre des Affaires foncières, lui, est appelé à respecter les arrêtés publiés au Journal officiel consacrant la propriété des acquéreurs sur les parcelles qui font l'objet du présent conflit. Il lui est aussi recommandé d'associer les acquéreurs victimes et/ou leurs avocats à toutes les commissions qui seraient mises en place pour régler ce conflit ; de mettre fin au désordre qu'il crée par la manipulation des arrêtés ministériels contradictoires portant sur le même site et de respecter la procédure et indemniser les victimes, en cas d'expropriation.

Lucien Dianzenza



**ADIAC**

www.adiac.tv

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



## INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

# Le gouverneur de Kinshasa satisfait de l'exécution des chantiers

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a effectué le 17 mars une tournée d'évaluation des différents chantiers routiers à travers la ville. Ce parcours commencé sur l'avenue Birmanie, dans la commune de Ngiri-Ngiri, s'est clôturé sur l'avenue Kikwit, en passant par les avenues Ngiri-Ngiri et Elengesa. Le maire de la ville s'est dit satisfait de la qualité des travaux exécutés sur ces différents chantiers.

Aux avenues Birmanie et Ngiri-Ngiri, en cours de construction, après avoir reçu des explications de la part du chef du chantier, Gentiny Ngobila, à son tour, a donné quelques orientations pour accélérer les travaux. A l'autre bout de l'avenue Birmanie à son croisement avec l'avenue Landu, il a constaté que les travaux évoluent à pas de géant. Sur le chantier de l'avenue Kikwit, qui a déjà fait jonction avec celle d'Elengesa à la hauteur de la commune de Makala, le maire a été émerveillé par la qualité du béton posé par l'entreprise Safrimex.

Ovationné par la population riveraine de l'avenue Kikwit, Gentiny Ngobila a marché



Les engins à l'œuvre dans l'un des chantiers visités

jusqu'au niveau du premier pont en phase de construction, pour reprendre l'itinéraire de l'avenue Elengesa

et déboucher sur la route Bypass dans la commune de Mont Ngafula. Longue de 6,5 km, cette avenue,

qui traverse six communes, attend d'être ouverte à la circulation dans quelques jours.

Le gouverneur de la ville a loué le génie de l'entreprise de droit congolais, Adi Construct, qui a réalisé un travail exceptionnel. Bouclant sa tournée par l'avenue Kikwit, à l'entrée de la deuxième porte de la Foire internationale de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka a visité le deuxième pont en construction à quelques encablures de là.

Il a rappelé à la presse des réalisations de la ville depuis son avènement sur le volet infrastructures, citant quelques routes secondaires dont l'avenue Cecomaf, dans la commune de N'Djili. Longue de 15 km, cette route fera l'objet de la deuxième étape de sa visite d'évaluation.

**Lucien Dianzenza**

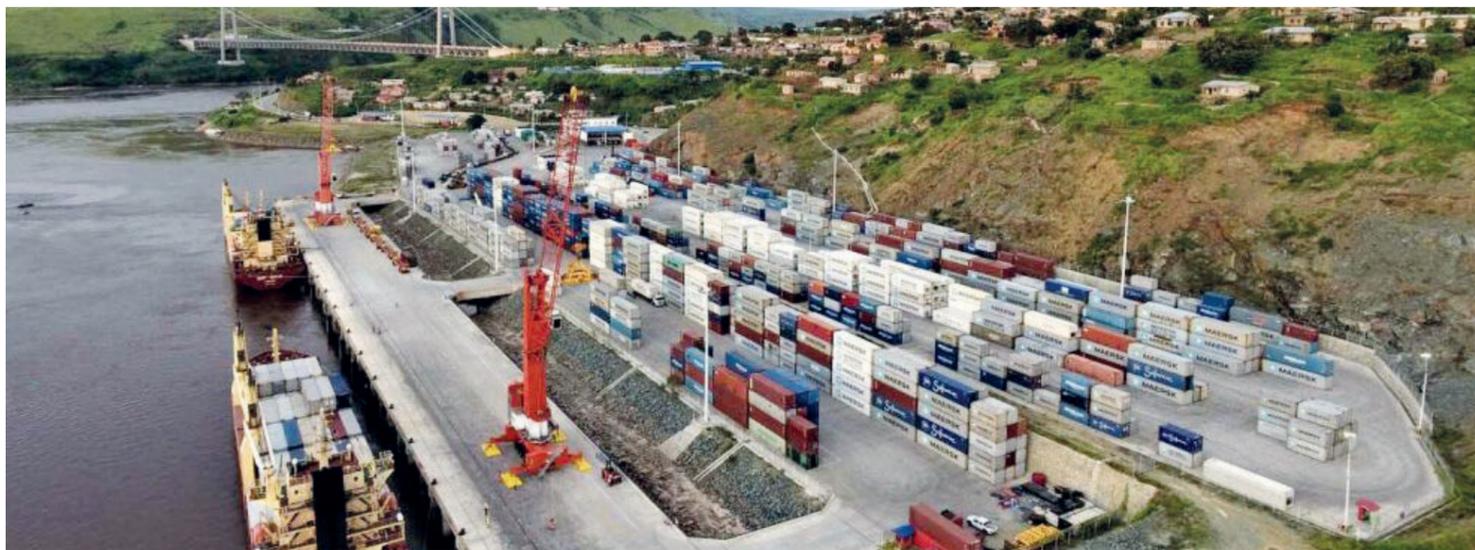
## INFRASTRUCTURES

## Le port de Matadi bientôt plus compétitif

Le partenariat en discussion entre le gouvernement de la République, à travers la Société congolaise des transports et ports (SCTP), et le groupe qatari Mediterranean shipping company (MSC) vise la modernisation du terminal dédié au traitement des conteneurs. Le coup d'envoi des travaux interviendra dans les deux prochains mois, mais il faut au préalable que les deux parties se mettent d'accord sur une version finale du contrat.

Tout ne serait qu'une question de temps avant que le premier port du pays reprenne de la vigueur face à la concurrence régionale. En effet, pas plus tard que le mercredi dernier, il y a eu une grande séance de travail qui a réuni les deux parties autour du Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde. Sur la table, le procès-verbal de poursuite de négociations avant l'entrée en vigueur du contrat de concession entre l'État congolais, à travers la SCTP, et le groupe MSC.

Pour la primature, cette signature concerne précisément le volet des conditions suspensives. « Les discussions vont se poursuivre pour arriver à la version finale en vue du début des travaux », a-t-on indiqué. Sur ce point précis, une source proche de la SCTP va plus loin en projetant un accord final dans les deux prochains mois. Optimiste,



Le port de Matadi/DR

le MSC soutient l'intérêt des ports pour ouvrir davantage le pays au monde. « L'idée est vraiment de le moderniser. La première phase d'investissement dans le cadre de ce projet va coûter 150 millions d'euros », a-t-on dit.

L'idée est de doter la République démocratique du Congo d'un terminal suffisamment compétitif pour baisser les prix, dans l'inté-

rêt de l'importateur et l'exportateur congolais. L'enjeu est énorme car le port de Matadi, selon le partenariat en cours de discussion, devrait reprendre du service dans sa partie dédiée au traitement des conteneurs. Les travaux à exécuter visent, entre autres, l'aménagement, l'équipement et l'exploitation du terminal. A terme, le premier port

du pays reviendra dans la course et fera face à la concurrence régionale avec des prix plus attractifs en ce qui concerne l'importation et l'exportation.

Pour l'heure, aucune date fixe ne filtre quant au début des travaux. Peut-être dans deux mois, a lancé un responsable de l'ex-Onatra. Les discussions en cours se concentreront sur le volet

des conditions suspensives. Avec un port mieux équipé, il sera possible d'améliorer les conditions internes d'exploitation pour baisser les prix. « Grâce aux nouvelles technologies, nous aurons la fluidité des produits qui seront soit à l'import soit à l'export afin de servir les derniers consommateurs », a-t-il été avancé.

**Laurent Essolomwa**

## FOOTBALL

## Une marche pacifique contre la Fécofa prévue à Paris

Une manifestation pacifique de protestation contre la Fédération congolaise de football association (Fécofa) devant la représentation de la Fédération internationale de football association (Fifa) est prévue le 31 mars à Paris, a fait savoir Kamango Bate Sele, ancien président de l'Union des footballeurs congolais, relayé par le journaliste Serge Tungila de Bundes Africa.

Le thème choisi pour la marche est « Sauvons le football congolais ». Ce sera une première démarche initiée auprès de l'institution mondiale du football par des anciens et actuels footballeurs et autres sportifs congolais, des cadres des mouvements sportifs internationaux, associés à des sportifs d'autres nations avec l'idée selon laquelle « l'union fait la force », pour dénoncer l'échec de la Fécofa dans la gestion du football national. En fait, les élections au sein de la Fécofa tardent depuis plus d'une année. En fin de mendant depuis deux ans, l'actuel comité exécutif dirige l'instance faitière du football congolais par intérim, en attendant l'organisation des scrutins. Une annonce a récemment fixé ces élections en juillet prochain alors qu'elles devaient déjà



avoir lieu en juillet 2022, avant d'être reportées sine

die. La Fécofa a même été pla-

cée un peu sous tutelle de la Fifa via la Confédération

africaine de football. Le football congolais est actuellement malade avec l'arrêt du championnat national des ligues 1 et 2 depuis décembre 2022. Les Léopards A sont mal positionnés dans les éliminatoires de la Coupe d'Afrique d'Afrique des nations et aucun stade public du pays ne peut accueillir des rencontres officielles internationales. Par ailleurs, il se susurrerait des détournements de fonds à la Fécofa et il y a eu un scandale d'abus sexuels sur des jeunes footballeurs et même des adultes. Que de maux qui caractérisent et rongent aujourd'hui le football congolais, pleinement en décadence ! La marche du 31 mars sera donc une première action collective menée contre la Fécofa.

**Martin Enyimo**

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

National 1, 25e journée

Quel scénario au Stade Marcel Tribut, où l'US Dunkerque, mené 0-2 à la pause par Villefranche, s'impose finalement 3-2 avec des buts aux 90e+3 et 90e+6.

Entré à 1-2, Alain Ipiélé à l'occasion d'égaliser en se présentant face au portier caladois, mais sa frappe du gauche se perd dans le ciel nordiste.

Préposé aux coups de pied arrêtés, l'attaquant de 25 ans n'a en revanche pas tremblé, du pied droit, pour déposer un coup-franc sur la tête de Mboné qui marque le 3e but de l'USDL à la 90e+6, plongeant les 1700 spectateurs dans le délire. Ipiélé signe sa 6e passe décisive de la saison.

En déplacement à Bourg-Péronnas, le Red Star rapporte un point (1-1). Laissé au repos, Fred Dembi est resté à Paris. Titulaire dans les rangs bressans, Brayann Pereira est sorti sur blessure à la 16e.

Yannis Mbemba était remplaçant lors du match nul du Puy face au Paris Atletico (1-1). En l'absence du capitaine Jordy Kaloukadilandi, Randi Goteni était titulaire au sein de la défense à trois.

Le Paris 13, qui n'a plus gagné depuis le 7 décembre, est 17e avec 20 points, à 7



Sixième passe décisive de la saison pour Alain Ipiélé, dossard 17 (DR)

longueurs du Puy, 15e avec 27 points, et de Bourg-Péronnas, 13e avec 30 points. En haut de classement, Dunkerque et le

Red Star se suivent aux 4e et 5e places avec 40 et 39 points.

Notons que Bastia-Borgo (Dzabana et

Ngouabi), lanterne rouge avec 18 points, reçoit Cholet ce samedi.

**Camille Delourme**

## DISTINCTION

## Des acteurs culturels récompensés par la Maison russe

Des attestations de reconnaissance ont été remises, le 17 mars à Brazzaville, aux différents artistes des disciplines confondues (musique, danse, comédie, peinture...) en guise de leur participation au développement du Centre culturel russe.

La collaboration entre les acteurs culturels et la maison russe a été fructueuse durant l'année 2022 et le premier mois de 2023. Plusieurs artistes ont fait vivre le Centre culturel russe en participant aux diverses activités initiées.

« La remise de ce certificat n'est pas une fin en soi, c'est la reconnaissance de votre participation mais cela ne doit pas s'arrêter là. Le travail doit continuer afin de consolider cette coopération pour que nous puissions atteindre de nouveaux horizons, nous devons encore donner le meilleur de nous-mêmes dans notre collaboration avec le Centre culturel russe », a exhorté Roger Kanza, l'administrateur de la Maison russe.

Les attestations ont été remises dans différentes catégories. Six participants dans la catégorie des ateliers de chants ont reçu leur certificat. Ces ateliers, organisés le 16 août 2022 par la Maison russe, ont été dirigés par Daria Davidova. De même, les diplômes de reconnaissance ont été attribués aux vingt-neuf participants aux ateliers de chant organisés le 10 septembre 2022 par l'ambassade du Brésil et la Maison russe. Des artistes qui ont presté avec Daria ont été aussi récompensés.



La directrice de la maison russe remettant les certificats aux participants / Adiac

Dans la catégorie projet «Rumba na bilengué», l'artiste musicien Djason Philosophe avec son groupe et six jeunes artistes ont reçu leur certificat de reconnaissance. Dix danseurs qui ont fait des ateliers avec des artistes russes ont été également distingués.

Les artistes comédiens Black

Panther, Fortuné Bateza, Jean Diatsonama et Boris Florian Mikala ont reçu aussi leur certificat.

Les peintres Albert Mouyongui Boungou dit Artmel Mouy et Paul Alden M'voutoukoulou ont été primés pour leur participation au projet «Les saisons russes à Dakar», au Sénégal,

une formation organisée du 2 au 13 mai 2022 par Innopractica de la Russie.

Tous ces participants ont reçu les attestations des mains de la directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, et de la délégation de la Russie du bureau principal de Moscou, présente à cette cérémonie.

Satisfaite de cet apport, la directrice de la Maison russe a remercié les récipiendaires. « Je compte sur vos tous parce que vous accompagnez chaque jour la maison russe dans toutes ses réalisations culturelles. Je vous remercie de tout ce que vous avez déjà fait », a dit Maria Fakhruddinova.

Le chef de la délégation du bureau de la Russie de Moscou a exprimé sa joie de se retrouver dans ce pays hospitalier et de voir beaucoup d'artistes dans la Maison russe. « Je suis ravi de votre participation, vous êtes le pont entre la Maison russe et le Congo, je vous félicite pour votre mérite », a-t-il indiqué.

De son côté, l'artiste musicien Djason Philosophe a remercié la Maison russe au nom de tous les participants. « Si quelque chose est bon, il faut le reconnaître. La Maison russe a compris qu'elle doit travailler avec des artistes locaux pour la collaboration Congo-Russie. C'est une façon de dire qu'on est ensemble, travaillons, la culture n'a pas de frontières », a-t-il fait savoir, tout en expliquant que la Maison russe est le premier centre culturel à avoir célébré l'inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'Unesco.

Rosalie Bindika

## 2° SALON DU LIVRE AFRICAIN DE PARIS

## Déambulation de la première journée

Le Salon du livre africain de Paris, sous la direction d'Érick Monjour, propose à nouveau de venir à la rencontre des auteurs, des éditeurs et offre la possibilité d'assister aux conférences autour de la littérature africaine.

Depuis le 17 mars et ce jusqu'au 19 mars, pour sa deuxième année d'existence, le salon du livre africain de Paris situe le centre de gravité de cette manifestation à l'Afrique littéraire.

Durant trois jours, cette vitrine littéraire alléchante quant à ses activités tournées vers une pluralité culturelle essentiellement francophone, à savoir les pays africains professionnels, permettra de vivre, à la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une manifestation dédiée à dresser un état des lieux de la littérature africaine autour de 200 auteurs africains, y compris les jeunes de la diaspora, et 60 éditeurs et libraires présents à ce salon, avec la littérature guinéenne à l'honneur. Dans leur déambulation lors de la première journée, entre retrouvailles, embrassades et contemplation des ouvrages

au toucher, les participants ont côtoyé les éditeurs, des auteurs de renom, des adeptes du livre et journalistes connus dans le milieu de l'univers des lettres africaines et de celles de la diaspora africaine.

Parmi eux dans le bain de foule : Jean-Luc Aka-Evy au stand Présence Africaine ; Mawawa Mâwa-Kiese au stand Paari ; Al'Mata au stand L'Harmattan ; Eugène Ebodé et Gaston-Paul Effa au stand - Continents Noirs - Gallimard ; Auguy Ibanga au stand Les Editions + ; Muriel Troadec au stand Les Lettres Mouchetées ; Christian-Martial Poos entre deux interviews ; Olivier Thibaud à l'affût de la prise de photo instantanée ; Ganguous en immersion et aussi Sami Tchak ; Christian Kader Keïta ; Hortense Assaga ; Elvez Ngaba ; Maurice Banda-



Déambulation au 2<sup>e</sup> Salon du livre africain de Paris / Marie Alfred Ngoma

man ; Yvan Amar ; Tchisséka Lobelt venue expressément de la Guyane.

« Ici, dans ce bain litté-

raire, l'Afrique revit, et nous sommes heureux de baigner dans cette atmosphère de l'Afrique unie que l'on aime

dans son rayonnement », a confié un des adeptes du panafricanisme.

Marie Alfred Ngoma

SALON MONDIAL DU TOURISME DE PARIS

# Le stand Wild Safari Tours a participé à l'événement

Après le Salon international du tourisme de Berlin, en Allemagne, la semaine dernière, l'agence de tourisme Wild Safari Tours, du promoteur Francel Emerancy Ibalank, a pris part au 46<sup>e</sup> Salon mondial du tourisme à la Porte de Versailles, à Paris, du 16 au 19 mars.

Parmi les destinations proposées en France et à l'étranger, Francel Emerancy Ibalank et Romaric Mboto-Kouamala ont fait découvrir aux visiteurs de leur stand les offres de « la destination Congo » avec ses particularités culturelles rumba-Sape, gastronomiques, de safari / visites sur le thème de la nature et des espaces sauvages, de croisières sur le fleuve Congo ou de farniente sur la plage de la Baie de Loango.

Face aux nouvelles exigences des adeptes des voyages d'aujourd'hui, au comportement impacté par les préoccupations du siècle présent, qu'elles soient environnementales, sociétales ou géopolitiques, Wild Safari Tours s'aligne à ces souhaits multiples. « Car le Congo est doté de réserves de forêts tropicales abritant une diversité naturelle dans sa faune et sa biodiversité », explique Francel Emerancy Ibalank. Il ajoute que plus personne ne s'étonne quand son agence propose une multiplicité d'offres respectueuses des exigences et des normes requises dans l'échi-



Le stand Wild Safari Tours au Salon mondial du tourisme de Paris 2023/Marie Alfred Ngoma

quier du tourisme mondial. Le temps d'un salon, les représentants du Congo comptent accompagner les visiteurs dans leurs recherches de la découverte de la destination Congo, et par leurs explications en termes de durabilité et d'environnemental, être le point de départ vers une contrée nature peu connue.

Parmi les contacts institutionnels, un a été établi avec le guide de voyage «Petit Futé», désireux de répertorier les bons plans et les expériences à partager pour la destination Congo. À voir l'affluence du stand, un constat est fait. « Dans l'évolution des désirs d'ailleurs, l'envie de voyager et d'aller à la rencontre des cultures du Bassin du Congo demeure », déclare Francel Emerancy Ibalank.

Créée en 2016 par des jeunes Congolais avec pour mission de promouvoir la République du Congo sur les plans national et international, Wild Safari Tours est une agence de voyages et de tourisme.

Marie Alfred Ngoma



# EN VENTE

**MATIERE DE LENTEUR**  
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires faibles de la France ex-colonies de la patrie poétique je réside dans les mots étroits, des mots chevilles qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays m'appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

Je réside dans les mots ennuyés quand ne grandit pas le tonnerre pendant l'hiver et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le confort de vie avec tant de barge.

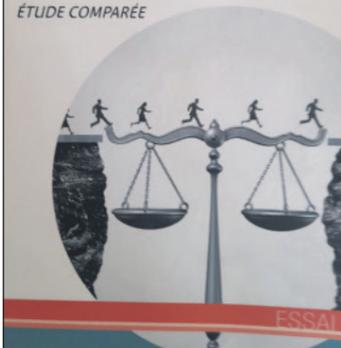
Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Costeau sans manche" (2011), de "Ne plus voir, Partir ailleurs pour Jean-Baptiste Bismarck" (2013), de "Les Fragments sauvagades" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (français-français) en 2015, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent Tongo

**LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC**  
ÉTUDE COMPARÉE



ESSAI

Omer MASSEM

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

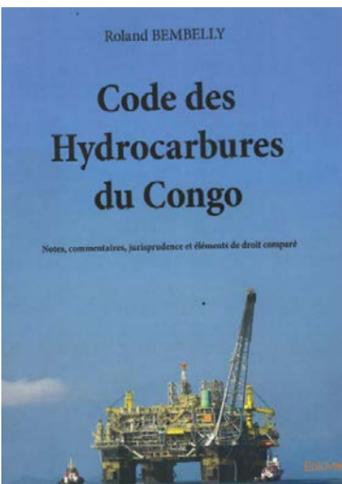
POESIES DES CINQ CONTINENTS

L'Harmattan

Roland BEMBELLY

**Code des Hydrocarbures du Congo**

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé



Roch Cyriaque GALEBAYI

**Le Commandant Marien Nguabi**  
(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

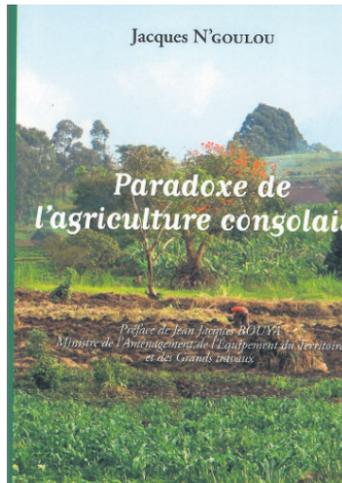


Préface du Pr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

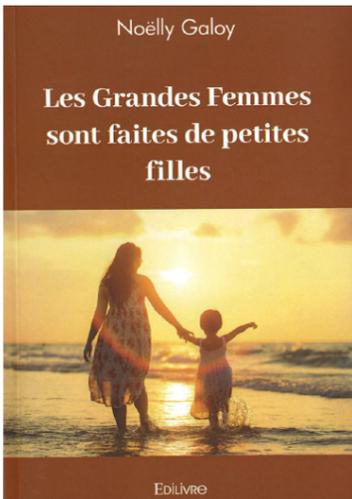
**Paradoxe de l'agriculture congolaise**

Préface de Jean-Jacques BOUYA  
Ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux



Noëilly Galoy

**Les Grandes Femmes sont faites de petites filles**

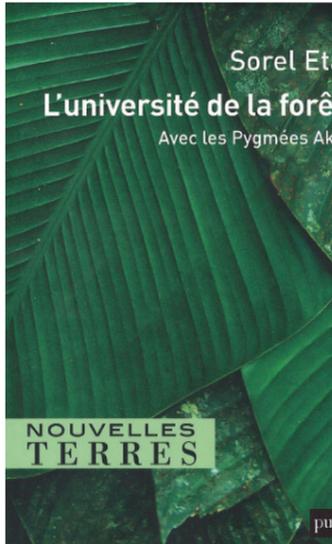


ÉdiLivre

Sorel Eta

**L'université de la forêt**  
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES TERRES



pub

Rigobert Sabin BANZANI

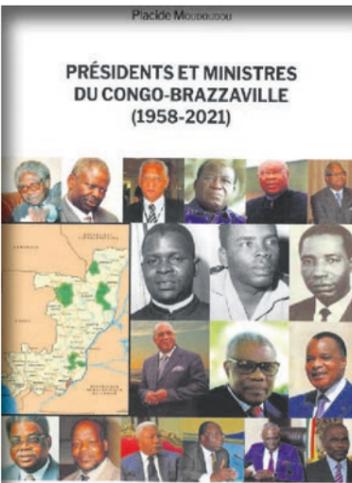
**Le droit de l'urbanisme au Congo**  
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées



L'Harmattan

Pascal Moukoko

**PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)**



## HUMEUR

## Gare à la stigmatisation des malades !

La stigmatisation des malades devient fréquente chez de nombreux concitoyens. En agissant ainsi, on ajoute aux malades plus d'angoisse et de stress pouvant conduire à d'autres pathologies psychosomatiques. Il suffit d'être infecté par une pathologie quelconque pour que votre entourage immédiat vous taxe de tous les maux du monde, alors qu'il s'agit parfois d'un paludisme passager.

On ne le dira jamais assez, la maladie est un état anormal de santé qui peut affecter tout homme à tout moment de sa vie. Les médecins eux-mêmes l'ont toujours dit, « tout homme bien portant est parfois un malade qui s'ignore ». A quoi bon, diable, d'attribuer subjectivement à celui qui est souffrant toutes les pathologies du monde ? Et si la nature humaine est faite ainsi, il y a là une pire irresponsabilité qui ne dit pas son nom. Cette façon de faire est préjudiciable aux mœurs de la santé publique qui demandent de beaucoup assister les malades que de les détester, les rejeter, les stigmatiser ou les diffamer.

Le commun des mortels le sait bien, quand une personne est malade, elle perd du poids et son éclat n'est plus le même. Il devient terne, voire en méforme. C'est cette perte de poids qui crée parfois une méforme troublante aux yeux des autres. Il y a donc bien là une diminution de ses fonctions métaboliques qui s'observe par son physique. A peine une année, dès qu'on attrape une petite grippe saisonnière, on était stigmatisé, pointé du doigt par l'entourage et sur toutes les lèvres, c'était la covid-19, comme si avant, les gens ne tombaient pas malades.

Il suffit de tousser deux ou trois fois et souffrir d'une fièvre quelconque pour que le même entourage véhicule : « Tel que je l'ai vu tousser, il doit être tuberculeux ». Ce mensonge peut se propager alors qu'il ne s'agit pas de cela. C'est pour cette raison que certains malades, bien que souffrants, refusent de se livrer à leur entourage à cause, bien sûr, de cette stigmatisation qui prend ces derniers temps une ampleur considérable. Si par hasard quelqu'un du quartier a vu votre famille vous accompagner à l'hôpital, surtout quand vous avez maigri, tout de suite le bruit qui court est que vous souffrez du sida. C'est choquant et révoltant.

Ces stigmatisations ont failli pousser à une rixe deux familles, les voisins ayant propagé de fausses nouvelles sur un membre de la famille d'autrui en disant qu'il souffrait de la drépanocytose, alors qu'il n'en était pas question.

De tels propos quand ils parviennent aux oreilles du malade lui-même, c'est un vrai dérangement psychologique. Dans ces conditions, le malade se voit comme rejeté par les autres, même par ceux avec qui il y avait une bonne convivialité sociale et une bonne collaboration.

Cessons d'agir ainsi car aucune personne ne devrait deviner la maladie dont souffre l'autre. C'est le diagnostic seul qui peut déterminer la pathologie de quelqu'un. Au lieu de stigmatiser les malades, il serait souhaitable d'avoir des gestes d'altruisme et de solidarité envers eux. A bon entendeur, salut !

**Faustin Akono**

## GROUPE YANNICK RECHERCHE :

Un administrateur, un chauffeur de véhicule, APS(agent de sécurité), et maître chien, secrétaire, conducteur moto.

Adresse : 2549 rue Charles des faucault Centre-ville, face résidence Marina

Tél: 06 498 15 00

## MAISON À VENDRE

Avenue Loutassi/Rue Sounda

Tel : 06 912 63 21

Crée votre société SARL-SA

SAS en 48heures

TEL : 06 912 63 21

## VIE ASSOCIATIVE

## Les membres de l'Acodm tiennent leur assemblée générale

L'Association congolaise de droit maritime (Acodm) a tenu son assemblée générale annuelle, le 17 mars, à Pointe-Noire avec comme objectif d'insuffler un nouveau souffle à cette société savante. Tenue en présentiel et en visio-conférence, cette activité a été cordonnée par Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck, président de ladite association.



Les membres de l'Acodm pendant l'assemblée générale./Adiac

L'assemblée générale a porté sur la présentation et la discussion des rapports moral et financier ainsi que sur la mise à l'écart, selon le règlement intérieur, de certains membres faute d'assiduité et de cotisations pendant une longue période. Elle a permis aux membres de l'Acodm de présenter le bilan, tirer les enseignements de l'année écoulée et, surtout, prévoir la suivante. Faisant état d'une situation financière fragile, l'assemblée a demandé aux membres de l'association de s'acquitter de leurs cotisations statutaires.

Le rapport d'activités présenté par Claude Coelho, le secrétaire général, fait apparaître les différents axes du travail mené l'année dernière, parmi lesquels le partenariat de l'Acodm avec la chambre consulaire de Pointe-Noire; la tenue du colloque le 29 juillet 2022 en hommage à Martin Parfait Aimé Coussoud Mavougou, président d'honneur de cette association; la tenue de plusieurs réunions et bien d'autres.

Claude Coelho a, ensuite, rappelé que l'Acodm a également connu des moments de tristesse, marqués par le décès des deux de ses membres, mais aussi de son président d'honneur, le 14 mars 2022, en France.

Pour cette année, l'Acodm va organiser en juillet un nouveau colloque dont les thèmes s'annoncent pertinents, abordant la marine nationale, la sûreté et la sécurité maritimes, la place du pouvoir juridique dans le monde maritime, les aires marines protégées et bien d'autres. Intervenu en visio-conférence, l'amiral René Nganongo, chef d'état-major de la marine nationale, a loué les efforts accomplis par cette association et, surtout, encouragé le programme d'activités annuel concocté par ces membres et, par-là, les thèmes du prochain colloque.

Créée le 23 mai 2015 à Pointe-Noire, l'Acodm est une aventure partagée entre membres pour donner un nouveau souffle à cette association. Lors de cette

assemblée générale, des nouveaux membres ont été cooptés et ont reçu le règlement intérieur et statutaire de ladite association. Dans son mot introductif, le président de l'Acodm a souligné le rôle de cette société savante au niveau national et international, tout en mettant l'accent sur son rôle en tant que modèle d'organisation professionnelle réussie et durable. « Je tiens à féliciter et à louer le travail de chacun d'entre vous quant aux résultats obtenus ces dernières années », a dit Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck. L'Acodm regroupe en son sein des spécialistes du droit des activités maritimes dans toutes leurs composantes : droit public et droit privé, droit interne et droit international sans oublier l'économie des transports. Son but est d'asseoir son autorité dans le domaine du droit et de l'économie maritime tant au Congo, dans la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et au niveau international.

**Hugues Prosper Mabonzo**

## IMMIGRATION

## 76 Sénégalais rapatriés de Tunisie et de Libye

Le gouvernement sénégalais a procédé au rapatriement volontaire de 76 Sénégalais qui résidaient en Tunisie et en Libye, a annoncé vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur.

C'est "sur instructions" du président Macky Sall que le ministère des Affaires étrangères "a

procédé, ce jeudi 16 mars 2023, au rapatriement de 76 Sénégalais, sur les 172 initialement inscrits, qui étaient établis en Tunisie et en Libye", précise le communiqué. Les rapatriés "qui ont décidé de rentrer au Sénégal sur une base volontaire, ont été transportés par la compagnie nationale Air Sénégal", indique le communiqué, ajoutant qu'ils "ont été pris en charge, à

leur arrivée à l'aéroport, par les services compétents de l'Etat, conformément aux procédures habituelles mises en place dans de pareilles situations". Le ministère remercie les autorités tunisiennes et libyennes pour "leur coopération qui a facilité la bonne exécution de cette opération", ajoute le communiqué.

**Xinhua**

## CÉMAC

# Des avancées majeures pour accélérer l'intégration sous-régionale

Les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) se sont réunis, le 17 mars à Yaoundé, au Cameroun, où ils ont adopté des mesures pour accélérer l'intégration sous-régionale.

La 15<sup>e</sup> session ordinaire de la Cémac a été consacrée à la situation économique des pays de la sous-région, à savoir le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Les chefs d'État ont abordé, entre autres, les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, le contexte sécuritaire régional et ses conséquences sur leurs économies, ainsi que d'autres sujets techniques relatifs à l'organisation de la Cémac. A l'issue des travaux, ils ont salué les mesures économiques « exceptionnelles » prises par les Etats membres pour atténuer les effets de la guerre en Ukraine, réitérant « l'importance de poursuivre le plan de relance économique post covid-19 ».

Après avoir suivi la présentation de l'analyse et perspective de la cryptomonnaie dans la sous-région faite par le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), la conférence a réaffirmé son attachement aux dispositions de l'article 6 de la convention régissant l'Union monétaire de l'Afrique centrale (Umac) sur le cours légal et le

pouvoir libératoire de la monnaie dans la communauté. Elle a encouragé la BEAC, en collaboration avec les autres régulateurs communautaires, à poursuivre les réflexions déjà engagées « en vue d'élaborer un cadre légal et réglementaire des activités relatives à l'émission et à la gestion des cryptos actifs ainsi qu'à la régulation des fintech et proposer, le cas échéant, des solutions alternatives crédibles ».

Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a déclaré dans son discours de clôture : « Nous avons pu mesurer les avancées enregistrées et les efforts qui restent encore à faire. Les avancées constatées dans le cadre de l'intégration de nos économies augurent des perspectives encourageantes ».

Signalons que le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, président dédié au Programme des réformes économiques et financières de la Cémac, a fait une communication sur l'état d'avancement de la deuxième génération de ce programme. Concernant le volet social, il a présenté le nouvel

axe dans la matrice des réformes communautaires porté par le nouveau programme de coopération Banque mondiale-Cémac, pour le développement du capital humain en Afrique centrale, sur la période 2021-2025.

La conférence a salué cette initiative et encouragé les Etats membres à accentuer des efforts pour le financement adéquat des secteurs de l'éducation, de la formation professionnelle, de la santé, de la profession sociale, tout en invitant les partenaires techniques et financiers à se joindre audit programme.

Les participants l'ont félicité pour la qualité du travail accompli ainsi que pour les progrès enregistrés depuis 2017 dans l'exécution dudit programme sur le redressement global des économies de la Cémac, notamment la mise en œuvre des onze progrès intégrateurs présentés à la table ronde en novembre 2020. La conférence a invité à poursuivre « la mise en œuvre de la deuxième génération de cet important programme ».

Au titre de l'Umac, la conférence a reçu le rapport conjoint du gouverneur de la BEAC et du

président de la commission sur la réflexion ouverte dans le cadre d'une nouvelle coopération monétaire avec la France. Ensuite, il a été recommandé au gouverneur ainsi qu'au président de la commission d'élargir la réflexion aux ministres en charge des Finances et de l'Economie « de leur remettre les conclusions conjointes à brève échéance, en planifiant suivant une échéance précise des mesures à prendre à court, moyen et long terme ».

Les chefs d'Etat de l'organisation ont également félicité le président du Tchad pour la « qualité de la conduite de la transition » et l'ont « encouragé à poursuivre la mise en œuvre du processus jusqu'à son terme ».

## Faustin Archange Touadéra prend la tête de la Cémac

La conférence des chefs d'Etat de la Cémac a également procédé aux nominations des responsables à la tête des institutions communautaires. De fait, le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, a été désigné pour un mandat de deux ans à la présidence de la Conférence des

chefs d'État de la Cémac, conformément au principe de rotation alphabétique des postes adopté par la communauté en janvier 2010. Il succède ainsi à son homologue camerounais, Paul Biya. En outre, la conférence a salué le travail accompli par l'ensemble des responsables sortants dans l'exercice de leur mandat. Elle a enjoint les responsables entrants et sortants à procéder dans les plus brefs délais à la passation des services, selon les meilleures pratiques en la matière.

Par ailleurs, la conférence a prescrit aux responsables entrants et ceux en place d'inscrire leur action dans le cadre de la transparence dans la gestion et du renforcement de la collégialité dans la prise de décision.

S'agissant de la prestation de serment de nouveaux membres de la commission, la conférence a invité à l'organisation de la cérémonie y relative à très brève échéance et ce, conformément aux dispositions en vigueur.

La 16<sup>e</sup> session de la conférence des chefs d'Etat de la Cémac se tiendra à Bangui, en République centrafricaine.

Yvette Reine Nzaba

## RÉFLEXION

# Protéger la nature, oui mais ...

S'il est vrai que l'une des tâches essentielles que l'homme moderne doit s'imposer dans le moment présent est bien de respecter l'environnement naturel dont dépend sa survie à court et moyen terme, il l'est tout autant qu'il doit aussi veiller à ce que l'exploitation des matières premières dont chaque pays est détenteur ne soit pas ou ne soit plus l'objet de trafics qui le privent de ses richesses et entretiennent des conflits meurtriers dans les régions concernées. Ce qui se passe depuis des années en République démocratique du Congo (RDC), en Centrafrique et dans bien d'autres pays du continent le démontre de façon accablante.

D'où cette idée simple mais apparemment difficile à traduire en actes concrets selon laquelle

la priorité actuelle est bien la mise en place d'institutions et de boucliers stratégiques qui neutraliseront les puissances obscures dont le seul objectif est le pillage de l'or, des diamants, des matériaux rares. Une action criminelle que la population concernée paie au prix fort avec des dizaines, des centaines de milliers de morts et dont le M23 projette une image aussi précise que terrifiante dans l'Est de la RDC.

Quitte à se répéter ici même une fois encore, la seule réponse que l'on puisse apporter aux problèmes humains posés par ces actions est collective. Elle dépasse largement les nations et les peuples concernés, ne peut donc être résolu que par la mise en place de véritables communautés régionales et sous-régionales qui se dote-

ront des moyens nécessaires pour mettre hors d'état de nuire les milices et autres groupes armés présents sur le terrain.

L'Organisation des Nations unies ayant démontré, ces vingt dernières années et dans différentes régions du continent – le Sahel, la Corne de l'Afrique, la région des Grands Lacs ... – son incapacité d'agir efficacement pour protéger les peuples victimes de ces drames en série, il revient aux Etats concernés de s'entendre très concrètement pour se défendre collectivement. Une action que l'Afrique centrale, autrement dit le Bassin du Congo dans son ensemble, a aujourd'hui les moyens de conduire, ce qui sauverait la vie de centaines de milliers d'êtres humains mais protégerait aussi les vastes et très riches ressources naturelles

qu'elle détient.

Dans le moment, par conséquent, où la communauté mondiale découvre, ou plutôt mesure enfin les terribles menaces qui pèsent sur les peuples vivant au cœur de l'Afrique, rien ne serait plus utile, plus efficace que de réunir à Brazzaville un sommet dont l'objectif affiché serait de mettre en place un système de défense capable de les protéger et de préserver les vastes ressources qu'ils détiennent.

Le signal qu'enverrait à la communauté mondiale une telle conférence rassurerait la société civile mais convaincrerait aussi les puissances extérieures d'aider très concrètement les Etats de la sous-région dans leur longue marche vers le développement durable.

Jean-Paul Pigasse